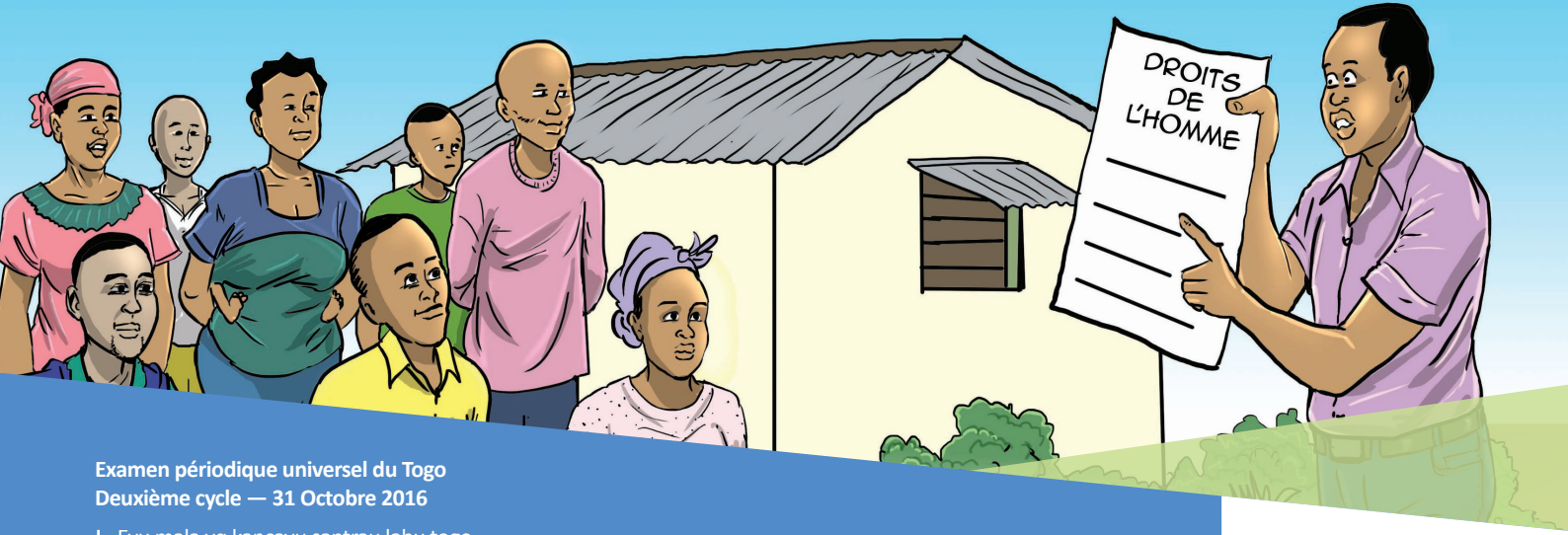


Examen périodique universel du Togo
Deuxième cycle — 31 Octobre 2016

Eyu mala yq kancayu santrau labu togo
Tam nabulè nimbu 31 Aloma fernay 2016

TRADUCTION DES RECOMMANDATIONS PORTANT SUR LA LUTTE CONTRE LA TORTURE ET AUTRES PEINES OU TRAITEMENTS CRUELS, INHUMAINS OU DÉGRADANTS

Traduction non officielle en langue Kabyè

MBU MBU PQBQZAYQ PUTQM LIZINAU NÈ DA KUNUY CA, PILINA EYAA KPIYGÈSU NÈ KANATU YCI YCU PUCQBQZI SE PALA ÈYUYQ, PULUBINAU.
Kabyè daa

Dans le cadre du suivi des recommandations de l'EPU, ce livret constitue un outil de plaidoyer et de sensibilisation à disposition de la société civile togolaise pour une plus large diffusion des recommandations adressées au Togo.

Pisa nè pana se mbu mbu EPUI pqza se pala, pumè pucqy kamiè yaa pudqy lè, takayay kènè kègèna ŋga ni zu kaziu na togoca sqmq sinau ŋgbèyè nè kasuzi nè kayayi mbu mbu pqbqzi togo èyade sé dila yq pudqm.

CCIG
CENTRE CATHOLIQUE INTERNATIONAL DE GENEVE

fiacat

Avec le soutien de – Nè

AVEC LE SOUTIEN DE LA VILLE DE GENÈVE

Avec le soutien de:

REPUBLIQUE ET CANTON DE GENEVE
POST TENEBRAS LUX

du nisi

Remerciements

Le CCIG et la FIACAT tiennent à remercier toutes les personnes qui ont contribué à l'élaboration de cette publication.

Des remerciements particuliers sont adressés à nos traducteurs bénévoles : Clara Yovo pour la traduction en Éwè, Yao Agbetse et le Centre International de Recherche, Conseil et d'Expertise en droits de l'homme (CICREDHO) pour leur relecture, Esso Katchao pour la traduction en Kabye et Mensan Ognadon pour la traduction en Ifè.

Nous remercions également vivement Donisen Donald pour les illustrations de la publication.

Avant-propos

En octobre 2016, le Togo a été examiné lors de la 27ème session du deuxième cycle de l'Examen Périodique Universel (EPU). Lors de cet examen, la société civile togolaise s'est fortement mobilisée afin de partager ses préoccupations avec les missions permanentes basées à Genève et les ambassades basées au Togo. Le rapport du groupe de travail de l'EPU a été adopté par le Conseil des droits de l'homme lors de sa 34ème session en mars 2017. Près d'une vingtaine des recommandations faites lors de l'EPU, pour la plupart acceptées par le Togo, portaient sur les questions de torture et de peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants.

C'est dans ce contexte que le CCIG, la FIACAT et l'ACAT Togo ont souhaité monter un projet ayant pour but d'assurer le suivi de la mise en œuvre de ces recommandations en mettant à disposition des membres de la société civile togolaise les outils leur permettant de faire eux-mêmes ce suivi et de se familiariser aux différents mécanismes des Nations unies pour la promotion des droits de l'homme.

Dans ce cadre, la présente publication répond à un effort de diffusion des recommandations et de sensibilisation de la société civile togolaise. En effet, les droits de l'homme - et la capacité de faire valoir ses propres droits - ne sont pas une prérogative exclusive de professionnels travaillant dans le cadre des organisations internationales. Tout au contraire, le système international, dans sa mission de promotion et protection de droits de l'homme, doit être au service des personnes vivant dans les lieux où ces droits sont violés.

La prise de conscience de la société civile locale et des victimes des violations constitue un prérequis indispensable. Les organisations non gouvernementales (ONG) jouent un rôle fondamental dans cette œuvre de sensibilisation et d'information, en faisant le lien entre le niveau local et international.

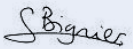
C'est pourquoi, le CCIG et la FIACAT, avec la précieuse collaboration de l'ACAT Togo, ont décidé de réaliser une traduction des recommandations EPU adressées au Togo en matière de torture et de peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants dans les langues nationales togolaises : éwè, kabyè et ifè. La publication est conçue comme un outil destiné aux ONG togolaises pour les appuyer dans leur travail de sensibilisation auprès de la population locale. Nous espérons également qu'une traduction écrite puisse limiter les marges d'interprétation sur les recommandations et engagements pris par le Gouvernement togolais, et soutenir le travail réalisé par les acteurs responsables de la diffusion d'information dans les langues nationales (par exemple par le biais d'émissions radio).

Enfin, le texte des recommandations apparaît souvent trop éloigné de la langue parlée et des personnes qui devraient bénéficier de la mise en œuvre de ces recommandations. L'inclusion de vignettes explicatives, réalisées par un dessinateur togolais, a pour objectif de rendre plus accessible et compréhensible le contenu des recommandations à toute personne, indépendamment de sa familiarité avec le langage onusien, et ainsi en assurer une plus large diffusion. Cela étant dit, nous tenons à adresser nos plus vifs remerciements à la République et Canton de Genève et à la Ville de Genève. Sans leur soutien, cette publication n'aurait pas vu le jour.

Notre gratitude va également à notre partenaire, l'ACAT Togo, qui n'a cessé de partager sa connaissance et son expérience du terrain ainsi qu'aux traducteurs qui ont accepté un défi difficile.

Enfin, nous aimerions remercier sincèrement tous les représentants des ONG togolaises qui sont entrés en contact et ont travaillé avec nous dans le cadre des différentes activités de ce projet. Leur travail incontournable est un témoignage simple mais concret de ce qu'une société civile engagée et informée peut réaliser.

Maria D'Onofrio
Secrétaire générale — CCIG



Sabrina Bignier
Directrice exécutive — FIACAT

1...DÉTENTION PRÉVENTIVE/ 128.70
CELA FAIT DIX ANS QUE JE SUIS LÀ. QUAND EST-CE QU'ON VA ME JUGER ?
SILENCE !
DONISEN

Détention préventive et conditions carcérales

128.70 S’attaquer au problème croissant de la détention avant jugement et des conditions carcérales (États-Unis d’Amérique)

pɔtɔu Ɛyu salaka se puhui Ɛ-i Ɛtɔ Ɛ pudɔy dɔ u salaka a taoyɔ

128.70 Palubina pɔtɔu Ɛyu salaka se pucɔ pahunƐi nƐ tɔm dƐ lakasi wƐ pikiliu kiliu mbuyƐ nƐ salaka tina nƐ mbu padayɔ. (Etats-Unis d’Amérique)

Amélioration du système judiciaire

128.88 Continuer à renforcer le système judiciaire, en particulier l'indépendance de la justice, l'accès à la justice, l'accès aux infrastructures et aux ressources nécessaires et la lutte contre l'impunité (Ghana)

128.89 Renforcer l'indépendance du pouvoir judiciaire et préserver l'état de droit, notamment en augmentant le budget alloué à la justice (Allemagne)

128.90 Continuer à renforcer le système judiciaire, en particulier l'indépendance de la justice et l'accès à la justice, et à combattre l'impunité (Guatemala)

128.91 Prendre des mesures pour sensibiliser les citoyens à leurs droits et aux procédures judiciaires afin d'améliorer leur accès à la justice (Maldives)

128.92 Poursuivre la réforme du système judiciaire afin de renforcer son efficacité, en particulier en améliorant l'accès à la justice et les conditions de détention (France)

tɔmhutumiƐ nɔzitu

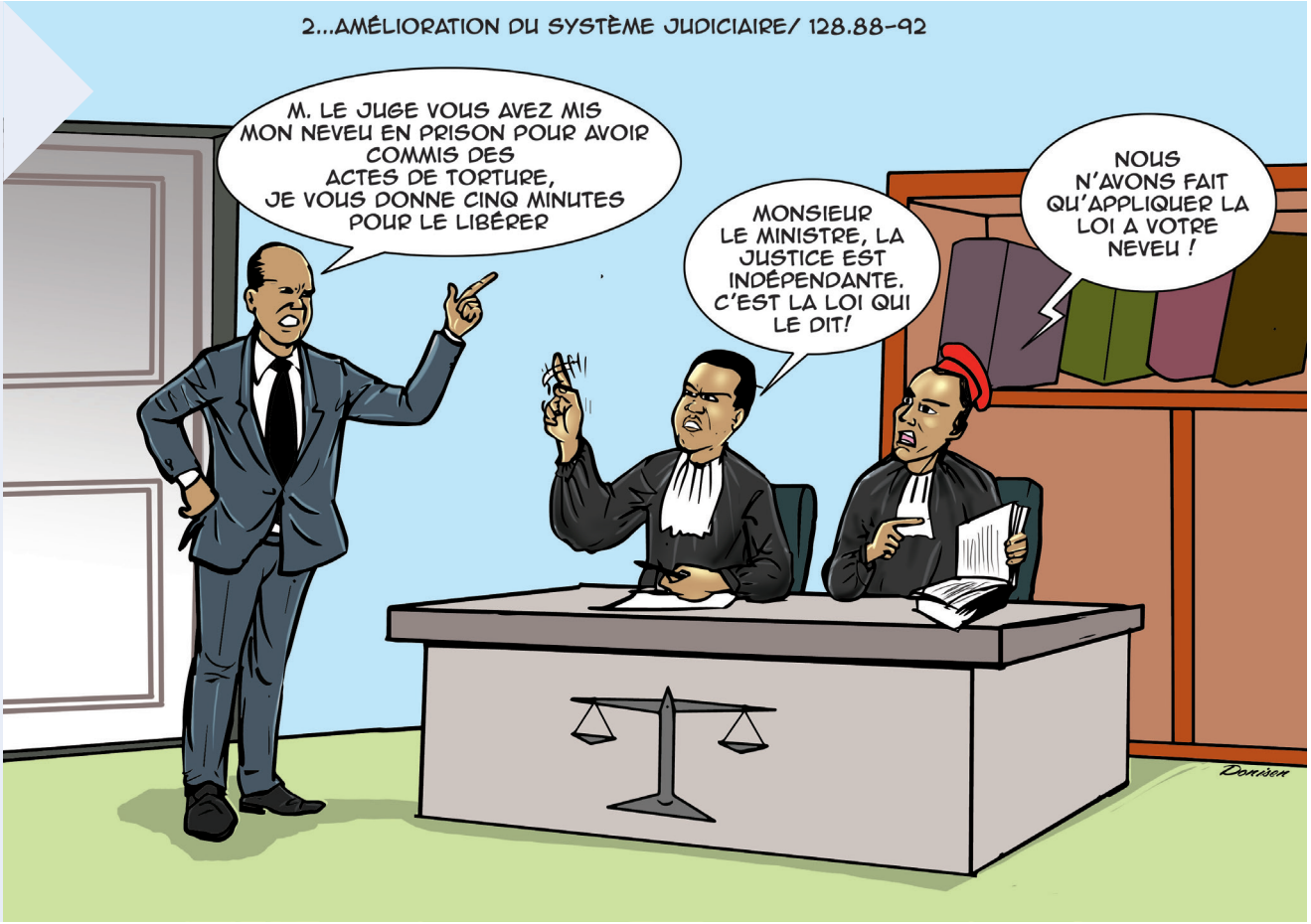
128.88 PƐwƐ pɔsɔzu dɔy tɔy tɔm hu tumiƐ kɔzikɔzi tɔhu tuiƐ, kɔzikɔzi tɔmhu tuiƐ tiyɔ wƐu ; Paoeyi ƐƐa aƐ auyu Ɛda kad-i tɔ huyaa nau nuda ; haa, kaa,kaduyiy iy Ɛ u puɔsu sé Ɛyu ƐƐa yɔ, pidiya puƐaa padakizi i ɔyu ; palu bia dudɔ agagu kihɔitu tɔ. (Ghana)

128.89 Pɔsɔzidɔŋ tɔm hu tumiƐ dƐ dɔŋ nƐ pakandayi warƐ wƐtu yɔ.pibizi nƐ pudɔ camiƐ lƐ, pubɔzusé lidiyé ydi palakina tɔm hu tumiƐ pinɔ taa yɔ, padani sɔzunƐ pucpa. (Allemagne)

128.90 PƐƐ pɔsɔzu dɔŋ tɔ hu tuiƐ kɔzi kɔzi tɔm hu tuiƐ li yɔ wƐu Ɛ paa yi ƐƐ a aƐ auyu Ɛolakadi-i tɔ hu uuda ; Ɛ pluia agagu kihɔ mi tu tɔ. (Guatemala)

128.91 La nƐ sɔmɔ tili kƐdƐ wala nƐ tɔm hu numiy dɔŋ dɔm mbuyɔ nƐ pisina nƐ karƐ nadiiyƐ èdawƐ fɔm hu numu taa. (Maldives)

128.92 PƐwƐ tɔm hu tumiƐ nɔzuyɔ,nƐ pusɔzi du dɔy ; pala nƐ tɔm hu tumiƐ lƐ, didawƐ nɔyu karƐ dida wobu nƐ pƐtƐ pɔñɔzi dudɔ pagbau Ɛyaa nƐ pasiu wƐ yɔ pidƐ lakasi. (France)


2...AMÉLIORATION DU SYSTÈME JUDICIAIRE/ 128.88-92
M. LE JUGE VOUS AVEZ MIS MON NEVEU EN PRISON POUR AVOIR COMMIS DES ACTES DE TORTURE, JE VOUS DONNE CINQ MINUTES POUR LE LIBÉRER
MONSIEUR LE MINISTRE, LA JUSTICE EST INDÉPENDANTE. C'EST LA LOI QUI LE DIT!
NOUS N'AVONS FAIT QU'APPLIQUER LA LOI A VOTRE NEVEU !
Donisen

3...PLAN NATIONAL DE PRÉVENTION DE LA TORTURE/ 128.21

Plan national de prévention de la torture

128.21 Mettre en place un plan national d'action pour la prévention de la torture et allouer des ressources suffisantes à sa mise en œuvre (Serbie)

ƐjadƐdaƐyaa kpigƐsu kiziau kiziau tuiƐ

128.21 Patuli tumiƐ adiyƐ ƐjodƐda Ɛ dila Ɛ Ɛyaa kpigƐsu Ɛdaa la Ɛ pƐƐli u a puɔzu tuiƐ ydiyɔ, Ɛ diizi Ɛ diizi Ɛ dido aiƐ. (Serbie)

Incrimination de la torture

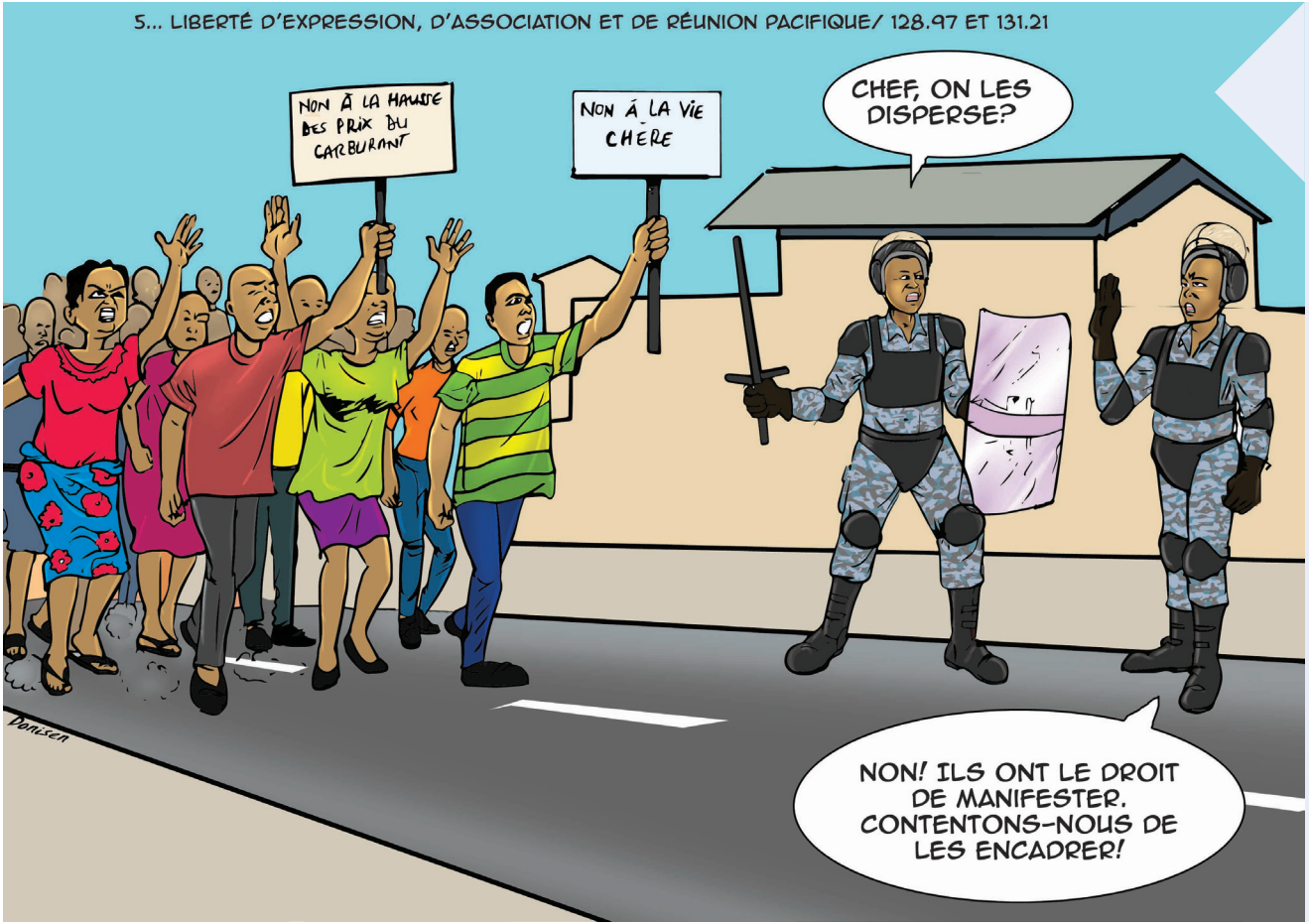
128.67 Mettre sa définition juridique de la torture en conformité avec la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants (Australie)

Mbu pigƐna kpingƐsu yo.

128.67 Palizi kpingƐsu tɔbu Ɛzü Ɛyaa kpingƐsu tubinau nƐ kinatu nƐ kidƐkƐdim ydi ydi lubinau patu yɔdu yɔ. (Australie)

4...INCRIMINATION DE LA TORTURE/ 128.67

5... LIBERTÉ D'EXPRESSION, D'ASSOCIATION ET DE RÉUNION PACIFIQUE/ 128.97 ET 131.21



Liberté d’association

128.97 Garantir le droit de réunion pacifique sans entrave et éviter les détentions arbitraires et le recours excessif à la force dans le cadre de ces rassemblements (Uruguay)

131.21 Garantir les droits à la liberté d’expression, d’association et de réunion pacifique et le droit de participer à la vie publique et politique. Pour atteindre cet objectif, modifier toutes les lois qui violent ces droits et les mettre en conformité avec les normes internationales relatives aux droits de l’homme, à savoir le Code pénal, le Code de la presse et de la communication et la loi n° 2011-010 relative à la liberté de réunion et de manifestation pacifiques publiques (Allemagne)

YgbƐyƐ ñɔu ƐwƐ waa

128.97 Padakizini nɔyu secda la kidi zɔ ; yga kƐdƐkƐ adu tɔ yɔ Ɛ kakadu ɔyu yɔ ; padakpɔ Ɛyaa dulu y Ɛ pɔtɔu Ɛ salaka Ɛ pɔdɔu Ɛ dɔy se padala kidizɔ. (Uruguay)

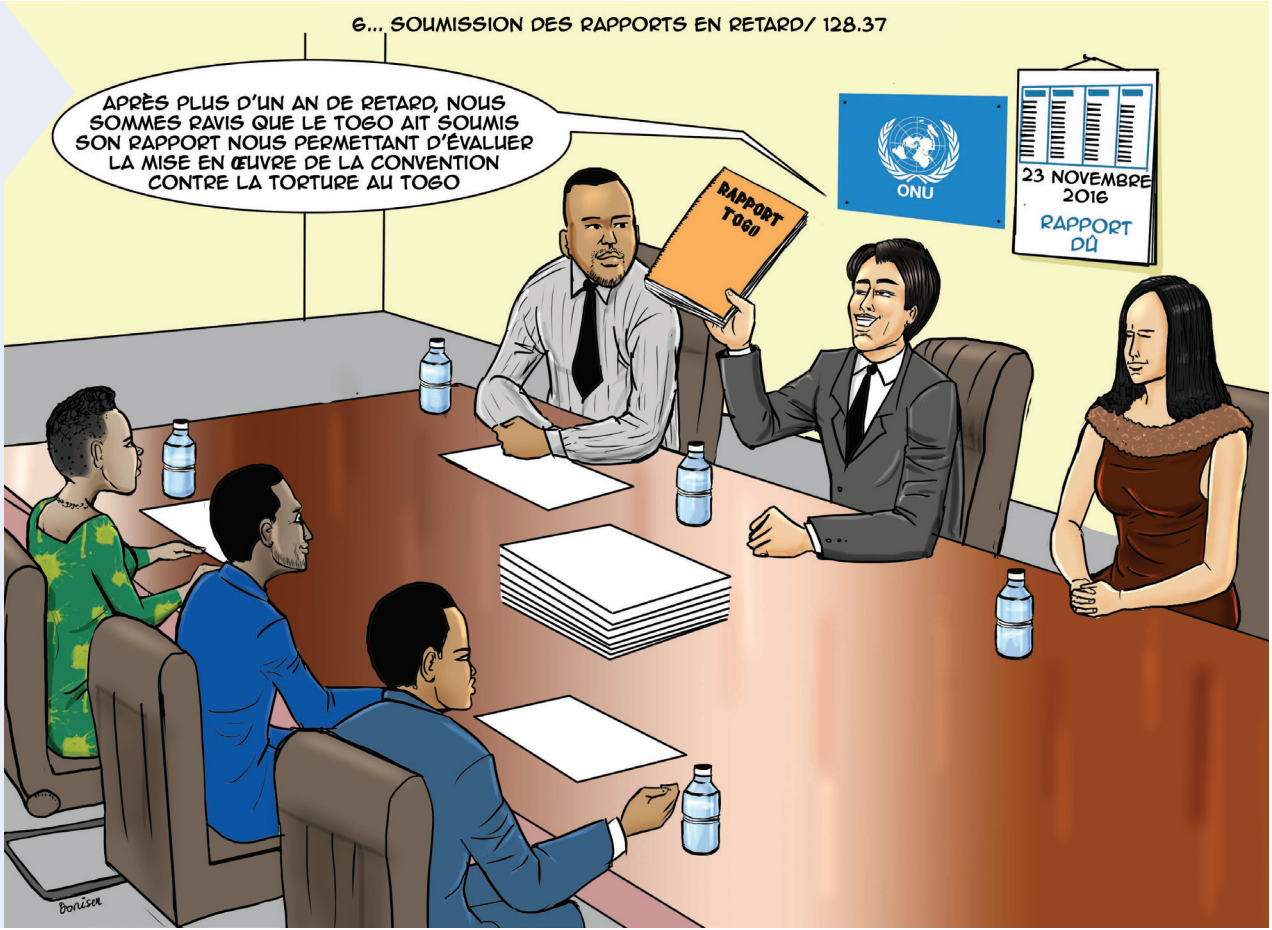
131.21 Paha numu tɔm waa yɔditu taa,sgbƐyƐ du nƐ kidizɔ yga kakɔy na naɗuyɔ kalaba numuda, nƐ paa weya ƐwƐna warƐ sɔmɔ nƐ politia labu tom taa. Pipizini pila mbu lƐ,pu bɔzu se pƐlƐzi palu na ydu tiwaku wala ana yɔ Ɛ pɔupɔ yolu tiƐ ɗuɗɔ Ɛzü ayƐga a kigbndu patu ydu tiɗɔy ala yɔ ; diapɔzu agagu hɔ itu patu, tɔ kƐdu patu Ɛ -2010 Patu ydu tihs aƐ kidizɔ Ɛ aƐya ea aƐyi kuiyɔ palabu. (Allemagne)

Soumission des rapports en retard

128.37 Soumettre les rapports qui sont en retard aux organes crées en vertu d'instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme (Ghana); soumettre les rapports qui auraient déjà dû être présentés aux organes conventionnels compétents (Sierra Leone)

Tuma dɔmi dɔm mbu nƐ pƐdƐ Ɛlilɔyɔ pƐƐlipu

128.37 Ɛyu wala tɔm ɖɔmi u yɔ,peupeli pu Ɛ pƐƐli tia ea agadayu yu ala yɔ,Ɛ piuƐa lƐtu palakia Ɛ Ɛyu ala yɔghaa Ɛyu ala tɔ dɔ u Ɛ padaizi pƐlƐli pu lɔy, ƐlƐ pƐdƐi pu iliu tua a paiu isi ayɔo Ɛ alaki pidƐ tuayɔ,palazi pawili. (Ghana, Sierra Leone)


6... SOUMISSION DES RAPPORTS EN RETARD/ 128.37
APRÈS PLUS D'UN AN DE RETARD, NOUS SOMMES RAVIS QUE LE TOGO AIT SOUMIS SON RAPPORT NOUS PERMETTANT D'ÉVALUER LA MISE EN ŒUVRE DE LA CONVENTION CONTRE LA TORTURE AU TOGO
RAPPORT TOGO
ONU
23 NOVEMBRE 2016
RAPPORT DÛ
Boniser

7...MINEURS EN CONFLIT AVEC LA LOI /128.65
CENTRE DE DÉTENTION POUR ADULTES
CENTRE DE DETENTION POUR MINEURS
Damsen

Mineurs en conflit avec la loi

⚖ **128.65** Séparer les enfants en conflit avec la loi des adultes dans les postes de police et les centres de détention et les placer dans un environnement adapté aux enfants (Zambie)

Pyaa tikpési yzi padɔsalaka yo

⚖ **128.65** Piyaa tikpesi yzi siɖɔwɛ nɛ pakpazi yɔ, padakpeydi si nɛ eyaa sussa ɖɔm kurum salaka na da.pɔtɔsi piyaa tikpesi dɛ salaka nada. (Zambie)

Invitation permanente aux procédures spéciales

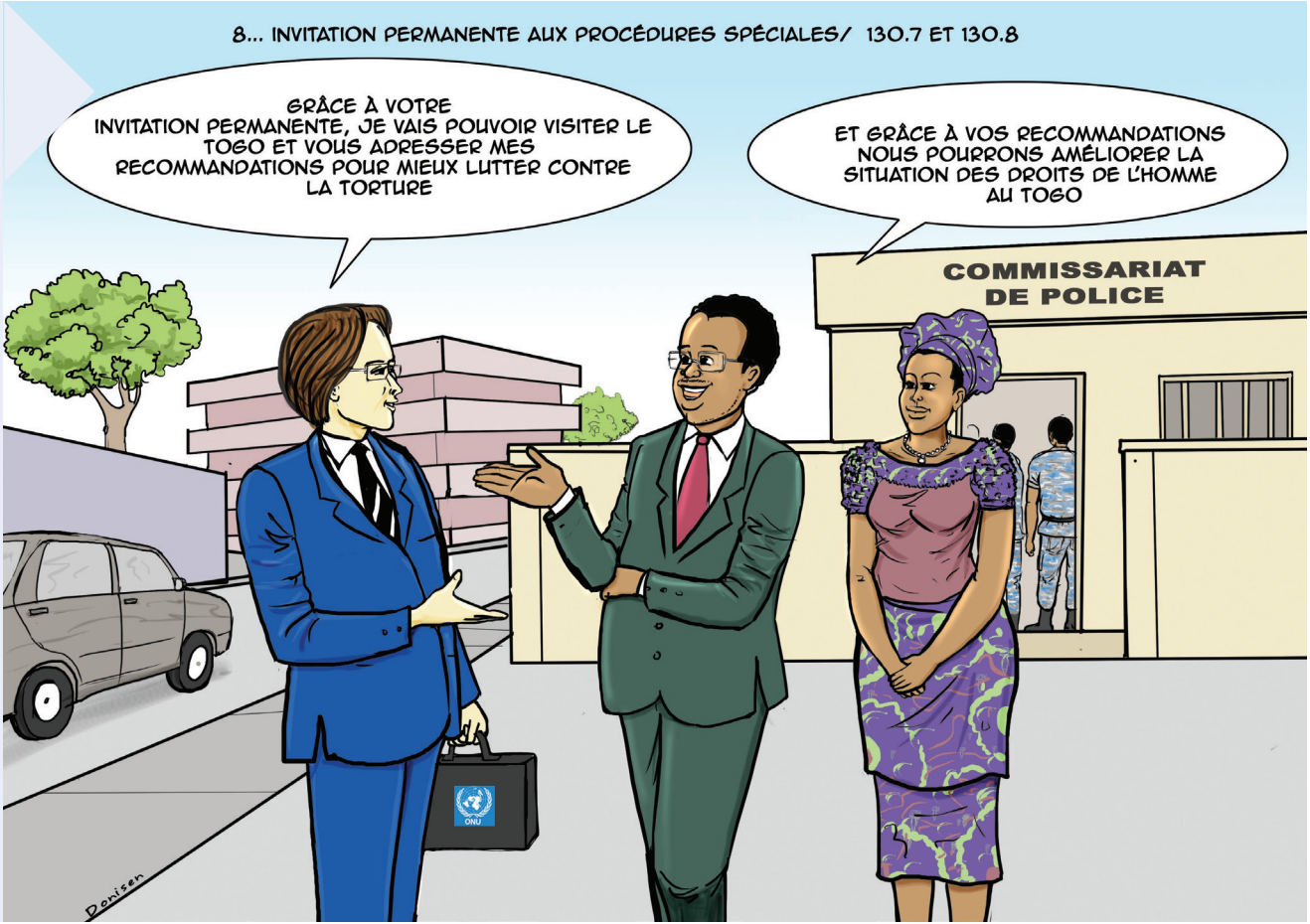
130.7 Envisager d'adresser une invitation permanente aux titulaires de mandat au titre des procédures spéciales de l'ONU relatives aux droits de l'homme (Rwanda); envisager d'adresser une invitation permanente aux titulaires de mandat au titre des procédures spéciales (Azerbaïdjan)

130.8 Adresser une invitation permanente aux procédures spéciales (Mexique); adresser une invitation permanente à toutes les procédures spéciales du Conseil des droits de l'homme (Ghana) ; adresser une invitation permanente à tous les titulaires de mandat au titre des procédures spéciales (Guatemala) ; adresser une invitation permanente à tous les titulaires de mandat au titre des procédures spéciales (Monténégro)

Pabay wƐ suzuu numuy weyi patiy yɔ, Ɛtɔm

130.7 Ɖoɖo wɔwɔ hena xixeme dukɔwo ƒoƒu ƒe numekukulawo kpekpe va Togo, alebe woatrɔ asi le dzena nyawo ŋuti (Rwanda, Azerbaïdjan)

130.8 130.8 Pubɔzu se pabay wƐ suzu Ɛyu wala yɔ kandayu tɔm paa ygbƐdƐ (Mexique) ; Pabay wƐ suzuu Ɛyu mala yɔ kandayu ygbƐyƐ pɔzu mbu mbu yɔ, pidiya payi pudɔm (Ghana) ; pabay suzuu mba mba plu ha warƐ se pakpa Ɛyaa yɔ, a puƐ se pala yɔ pudɔ (Guatemala); Paay suzuu a patu ha aƐ se pakpa Ɛyaa yɔ, u puƐ se palayɔ pudɔ. (Monténégro)


8... INVITATION PERMANENTE AUX PROCÉDURES SPÉCIALES/ 130.7 ET 130.8
GRÂCE À VOTRE INVITATION PERMANENTE, JE VAIS POUVOIR VISITER LE TOGO ET VOUS ADRESSER MES RECOMMANDATIONS POUR MIEUX LUTTER CONTRE LA TORTURE
ET GRÂCE À VOS RECOMMANDATIONS NOUS POURRONS AMÉLIORER LA SITUATION DES DROITS DE L'HOMME AU TOGO
COMMISSARIAT DE POLICE
ONU
Denisen

9...ALLÉGATIONS DE TORTURE, MAUVAIS TRAITEMENTS ET AUTRES VIOLATIONS DES DROITS DE L'HOMME/ 128.84
APRÈS UNE ENQUÊTE IMPARTIALE ET APPROFONDIE, NOUS VOUS CONDAMNONS POUR LA COMMISSION D'ACTES DE TORTURE!
DONISEN

Allégations de torture, mauvais traitements et autres violations des droits de l'homme

128.84 Effectuer immédiatement des enquêtes impartiales et approfondies sur toutes les allégations de torture, de mauvais traitements et d'autres violations des droits de l'homme, en particulier dans les centres de détention, comme cela avait été précédemment recommandé, et poursuivre les responsables (Pays-Bas)

Ɛyaa kpigƐsu Ɛ kidƐ kƐdi ydiydi lau Ɛyaa Ɛ Ɛyu ala kañamitu tɔ

128.84 Pefey kpagba nƐ paa se Ɛyaa kpigƐ su, Ɛ paa se Ɛyaa kpigƐ su, Ɛ kañatu lau Ɛ kidƐ kƐdi ydi u palaki salaka tia, salaka a da Ɛ Ɛyu ala yɔ kada yu tɔ tatasi Ɛu yɔ, pigƐ tooi yas. Ye pigƐ u lƐ, pakpa a palaki lakasi kidƐ kƐdisi yziyɔ, Ɛ pahu a Ɛ pahu a Ɛ Ɛ tɔ (Pays-Bas)

Amélioration des conditions dans tous les centres de détention

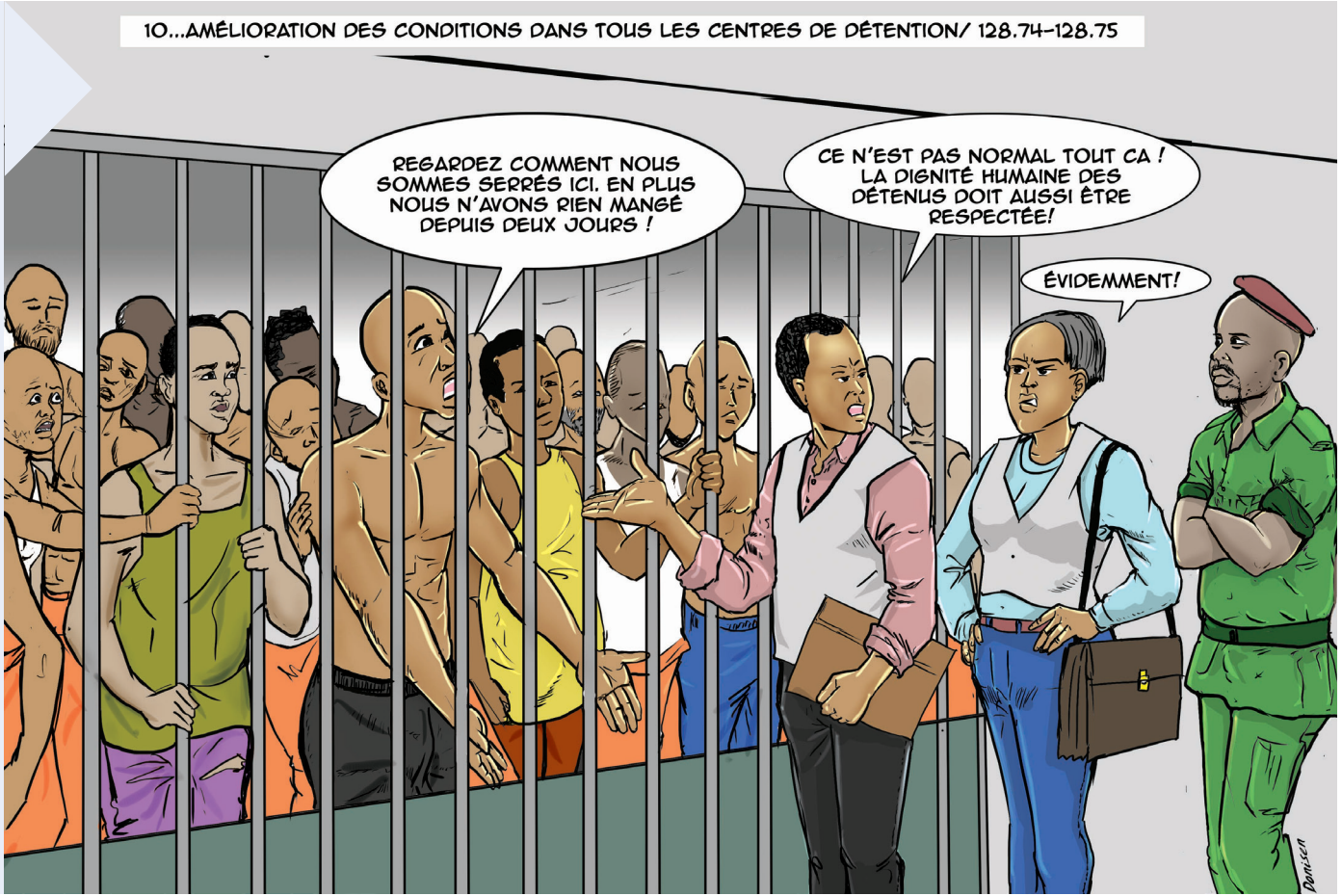
128.74 Améliorer les conditions de vie dans tous les centres de détention en élaborant et en appliquant une stratégie visant à mettre fin à la surpopulation dans les prisons, comme cela avait été accepté lors de l'Examen de 2011, notamment en limitant le recours à la détention avant jugement, en prévoyant des formes de peines alternatives et en garantissant l'accès à une alimentation suffisante, à l'eau potable, à des installations sanitaires appropriées et à un traitement médical adéquat (Allemagne)

128.75 Améliorer les conditions de détention en conformité avec les Règles minima des Nations Unies pour le traitement des détenus et les Règles des Nations Unies concernant le traitement des femmes détenues et les mesures non privatives de liberté pour les femmes délinquantes (Suisse)

Pala nƐ salaka tina wƐ pƐcda salakanada

128.74 Pɔcɔna salaka tinayɔ camiƐ salaka nada pala nƐ, salaka nada pouzu su msu yɔ, pibasi.Ɛyaa Ɛdakiti nudu dama. Salaka nada Ɛzü patisu 2011 Patuyɔ. yɔ; pɔtɔu Ɛyu nƐ pucɔ pahuni nƐ tɔm yɔ, pidƐ alawa tu Ɛda tasi lédu ; pɔcɔna nƐ pana mbu pabiziu pala pidƐ Ɛyu pulone dayɔ ; pala nƐ salaka tina tɔ tɔnɔ kibanga nƐ pɔhɔ camiƐ ; pƐ mbna lim tsri, sany tsri nƐ pɔcɔna pƐyɔ ye puwu wƐyɔ. (Allemagne)

128.75 Pɔnɔzi Ɛyaa salaka ɗu tɔm nƐ puwƐ zu ajƐya lagbindu ygbƐgƐ patu pɔzu yo, nƐ ygbƐyƐ ydi didƐ patu pɔzu dudɔ sé pɔcɔ na hala salaka tina yɔ, cɔnau mbuyɔ, nƐ hala ɔya a pag Ɛyɔ, pƐyɔ ɔɔu aiƐ tɔ. (Suisse)


10...AMÉLIORATION DES CONDITIONS DANS TOUS LES CENTRES DE DÉTENTION/ 128.74-128.75
REGARDEZ COMMENT NOUS SOMMES SERRÉS ICI. EN PLUS NOUS N'AVONS RIEN MANGÉ DEPUIS DEUX JOURS !
CE N'EST PAS NORMAL TOUT CA ! LA DIGNITÉ HUMAINE DES DÉTENUS DOIT AUSSI ÊTRE RESPECTÉE!
ÉVIDEMMENT!

11...VINDICTE POPULAIRE /128.87
ARRÊTEZ, NE LE TUEZ PAS!
LA POPULATION NE DOIT PAS SE FAIRE JUSTICE À ELLE MÊME. ILS DEVIENNENT DES CRIMINELS EN FAISANT CELA!
OUI ,ILS AURAIENT DÛ APPELER LA POLICE!

Vindicte populaire

128.87 Adopter des mesures pour garantir le droit à la vie, à la liberté et à la sécurité de la personne, en particulier pour prévenir la pratique de la vindicte populaire ainsi que l'impunité pour ceux qui s'en sont rendus coupables, faciliter les activités des organisations des droits de l'homme dans leur lutte contre ces pratiques (Chili)

sɔmɔ mɔmɔ hu kɔdɔm nƐ kaku Ɛyu yɔ

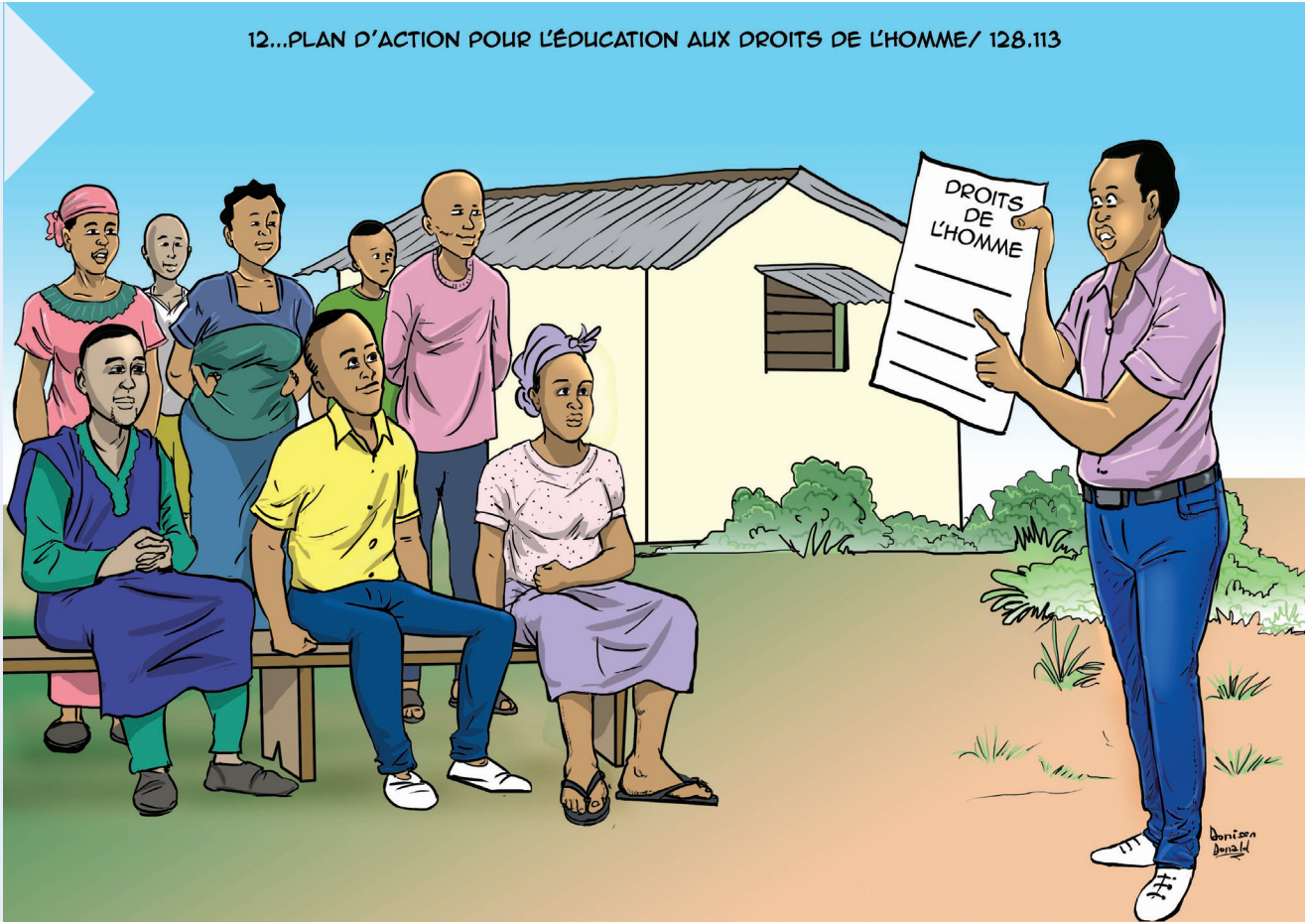
128.87 Pɔkpɔ patu Ɛ pikadayi Ɛyu ezuyɔ, ƐdƐ aa Ɛtu yɔ, Ɛ ƐdƐ ɖidiu au da. dɔkɔ kau sɔɔ ɔɔ ku Ɛyu eyi se Ɛlai kidƐkdi auyu yɔ. paluia agagu kahɔ ututɔ. ɔyuƐlai auyu Ɛ puƐ se pɔhɔ Ɛagagu kɔgɔ, puƐ se pɔhɔigu. Pasia Ɛgu ala yɔ kadaya eyga Ɛ aizi aluia pidƐ lakasi yzi. (Chili)

Plan d’action pour l’éducation aux droits de l’homme

128.113 Élaborer et mettre en œuvre un plan d’action pour l’éducation aux droits de l’homme (Cuba)

Ɛyu ala Ɛ agɔ kandayu iliu tuiƐ

128.113 Pani ni numu y gu patry nƐ Ɛyu wala nƐ agɔ kandayu tɔm wiliu dɔ camiƐ yɔ. (Cuba)


12...PLAN D'ACTION POUR L'ÉDUCATION AUX DROITS DE L'HOMME/ 128.113
DROITS DE L'HOMME

13...NOUVEAU CODE DE PROCEDURE PÉNALE – GARANTIES JUDICIAIRES / 128.71

Nouveau Code de procédure pénale - garanties judiciaires

128.71 Faciliter l'adoption du nouveau Code de procédure pénale qui comprend la notification des charges, le droit d'être assisté par un conseil, l'organisation d'un examen médical obligatoire et l'information des membres de la famille, en vue de renforcer les droits des personnes en garde à vue (République de Corée)

Nangbaygu hɔmtu patu patu kifatu, yekina nƐ tɔm hu wƐu sisiu

128.71 Paniu nisi lƐ nangbangu hɔmtu patu yɔ ; patu ydu tida ƐwƐ kpaikpai, mbu Ɛyulaba nƐ pouws se pɔhɔ Ɛnangbangagɔ, piws pidaa; weyi pagbayiyɔ, ƐƐa aƐ se loy tasiyaa agƐyƐ eoki Ɛ pɔɔyi; pookiayi dɔkɔtɔ Ɛ piliu, pigƐa kijƐyu; Ɛui ƐdƐ hɔu da Ɛyaa paiu ɗaatay dɔy. pidƐ Ɛtu ydu tidiyƐ payi puzɔzu a eyi pagayƐyɔ ƐdƐ alla. (République de Corée)

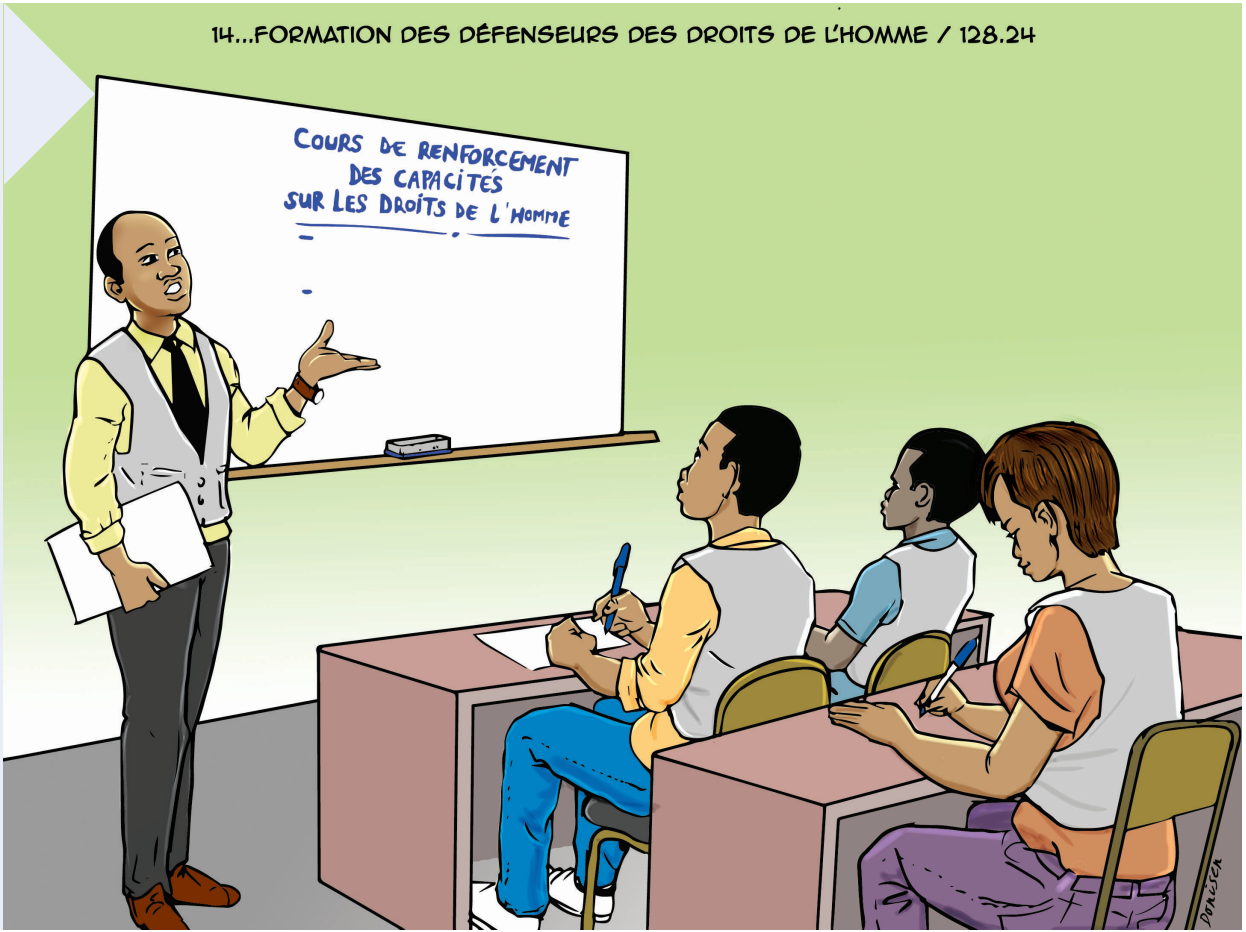
Formation aux Droits de l’homme des Défenseurs des droits de l’homme

128.24 Poursuivre les efforts visant à sensibiliser et à former les personnes qui travaillent dans le domaine des droits de l’homme (Égypte)

Ɛyu nalla tɔ kpƐlƐku Ɛyaa mba pagandayu Ɛyu nalla yɔ

128.24 PƐwƐ pana nauyɔ tam Ɛyu nalla tɔm suzu nƐ tigbƐ lƐku Ɛyaa a palaki putu mayɔ. (Egypte)

14...FORMATION DES DÉFENSEURS DES DROITS DE L'HOMME / 128.24



15... ACCÈS À LA JUSTICE DES FEMMES/ 128.85

Accès à la justice des femmes

128.85 Améliorer l'accès des femmes à la justice par le biais de l'aide juridictionnelle et veiller à ce que les femmes défenseurs des droits de l'homme puissent travailler en toute sécurité et sans entrave (Liechtenstein)

Paaweyi ƐwƐna warƐ halla tɔ hu tuiƐ dawoba

128.85 pɔnɔzi nƐ halla Ɛda wƐna tilasi tɔm hu numuda patu ƐwƐ pƐdƐ si nau numuda. PɔcɔnaƐ halla mba palak Ɛyu walla yɔ kandayu tumiƐ yɔ, pabizi nƐ pala patumiƐ didiu cauda; nabuyu ƐdakadiwƐ. (Liechtenstein)

15

Indépendance CNDH

129.8 Adopter des mesures pour garantir la pleine indépendance et l'impartialité de la Commission nationale des droits de l'homme, veiller à ce que le processus de nomination de ses membres soit transparent et soumis à une surveillance indépendante et rendre publiques les conclusions de la Commission (Kenya)

CNDH TiyɔwƐu

129.8 Pɔkpɔ patu nƐ Ɛyuwalla yɔ kandayu tumiƐ wƐ didiyɔ, pala nƐ tumiƐ ydi dida Ɛyaa liziu lƐ, puwƐ kpaikpai, mulum Ɛda Wɛ. Mbu pƐvƐyi hɔlu naku yu yɔ, mba pefey na Ɛyaa mba paliziu yɔ ; tumiƐ ydi dilabi tuma nƐ pili mbu yɔ, péyèle nƐ pawƐyi Ɛna. (Kenya)

16... INDÉPENDANCE DE LA COMMISSION NATIONALE DES DROITS DE L'HOMME (CNDH)/ 129.8

CCIG
CENTRE CATHOLIQUE INTERNATIONAL DE GENÈVE

fiacat

Examen périodique universel du Togo – Deuxième cycle – 31 Octobre 2016

TRADUCTION DES RECOMMANDATIONS PORTANT SUR LA LUTTE CONTRE LA TORTURE ET AUTRES PEINES OU TRAITEMENTS CRUELS, INHUMAINS OU DÉGRADANTS

CCIG
Rue de Varembé 1 – 1202 Genève – Suisse
Tel: 00 41 22 734 14 65 – Fax: 00 41 22 734 08 78
E-Mail: secretariat@ccig-iccg.org – www.ccig-iccg.org

FIACAT
Représentation de la FIACAT auprès des Nations Unies à Genève
c/o CCIG – Rue de Varembé 1 – 1202 Genève – Suisse
Tel: 00 41 (0)7 87 49 93 28
E-Mail: fiacat.onu@fiacat.org – www.fiacat.org